Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Les centres du pouvoir impérial. Divisions, indécisions et guerre civile.

Par Prof. James Petras
Mondialisation.ca, 08 août 2017
Le site de James Petras

Région : États-Unis
Thème: Droits humains et État policier, Loi et Justice

L'un des résultats les plus importants de la présidence de Trump est qu'elle révèle des forces complexes et concurrentes ainsi que les relations dans lesquelles celles-ci sont engagées pour le maintien et l'expansion du pouvoir mondial étasunien *(« l'Empire »*).

Les références classiques à *« l'Empire »* ne précisent pas les relations et les conflits entre les institutions engagées dans la projection des différents aspects du pouvoir politique américain. Dans cet essai, nous décrirons les divisions actuelles du pouvoir, les intérêts et les objectifs de ces configurations d'influence concurrentes.

L'avènement d'un Empire : des forces s'équilibrant mutuellement

« L'empire » est un concept hautement trompeur dans la mesure où il laisse entendre que l'on parle d'un ensemble homogène et cohérent d'institutions poursuivant des intérêts similaires. *« L'empire »* est un mot général simpliste qui couvre un vaste champ ou s'opposent les institutions, les personnalités et les centres de pouvoir ; certains alliés, d'autres dans une opposition croissante.

Alors qu'*« empire »* peut décrire la notion générale selon laquelle tous ces centres de pouvoir poursuivent un objectif général commun, celui de dominer et d'exploiter des pays ciblés, des régions, des marchés, des ressources physiques et humaines, sa dynamique (le moment et l'orientation de l'action) est déterminée par des forces qui se compensent l'une et l'autre.

Dans la conjoncture actuelle, ces forces ne s'équilibrent plus du tout : une configuration tente d'usurper le pouvoir en destituant une autre. Jusqu'à maintenant, la configuration de pouvoir usurpatrice n'a recouru qu'à des attaques judiciaires, médiatiques et procédurales-législatives pour modifier la dynamique politique. Cependant, sous la surface, l'objectif est de renverser un ennemi en place et d'imposer une puissance concurrente.

Qui dirige « l'Empire » ?

Ces derniers temps, les hauts fonctionnaires dirigent les empires. Ils peuvent être des premiers ministres, des présidents, des autocrates, des dictateurs, des généraux ou une combinaison de ceux-ci. Les dirigeants impériaux en grande partie *« légifèrent et exécutent »* des politiques stratégiques et tactiques. Dans une crise, les responsables exécutifs peuvent faire l'objet d'une mise en examen par les législateurs ou des juges opposants, ce qui entraîne une mise en accusation (un coup d'État en douceur).

Normalement, l'exécutif centralise et concentre le pouvoir, même s'il peut consulter, diverger ou même tromper les principaux législateurs et fonctionnaires de la justice. À aucun moment ou dans aucun lieu les électeurs ne jouent un rôle important.

Le pouvoir exécutif est exercé par l'intermédiaire de ministères ou de secrétariats spécialisés – Trésor, Affaires étrangères (Secrétaire d'État), Intérieur et les différents services de sécurité. Dans la plupart des cas, il existe une concurrence plus ou moins forte entre ces organisations supérieures, pour les budgets, la politique et l'accès aux chefs de direction et aux principaux décideurs.

En période de crise, lorsque le pouvoir exécutif est remis en cause, cette hiérarchie verticale s'effondre. La question se pose alors de savoir qui dictera et gouvernera la politique impériale.

Avec l'accession de Donald Trump à la présidence des États-Unis, le gouvernement impérial est devenu un terrain ouvertement contesté, combattu par d'inflexibles aspirants au pouvoir qui cherchent à renverser le régime démocratiquement élu.

Alors qu'ordinairement les présidents gouvernent, aujourd'hui, la structure entière de l'État est menacée par des centres de pouvoir concurrents. En ce moment, tous ceux qui cherchent le pouvoir sont en guerre les uns contre les autres pour imposer leur domination sur l'empire.

En premier lieu, le si stratégique centre de pouvoir chargé de la sécurité n'est plus sous le contrôle présidentiel : il fonctionne en coordination avec les centres de pouvoir du Congrès, des médias et des centres de pouvoir extra-gouvernementaux comme les oligarques (entreprises, hommes d'affaires, fabricants d'armes, sionistes et lobbys).

Des groupes de fonctionnaires enquêtent sur l'exécutif, fuitant librement des rapports gênants aux médias, faussant, grossissant ou montant de toutes pièces des incidents. Ils poursuivent, à la vue du public, l'objectif évident d'un changement de régime.

Le FBI, la Sécurité intérieure, la CIA et d'autres configurations de pouvoir agissent comme des alliés cruciaux de ceux qui veulent ce coup d'État et tentent d'empêcher le président de contrôler l'empire. Sans aucun doute, de nombreuses factions au sein des bureaux régionaux regardent nerveusement, en attendant de voir si le président sera vaincu par ces centres de pouvoir opposés ou s'il survivra et purgera les administrateurs actuels.

Le Pentagone héberge des éléments favorables au pouvoir présidentiel mais aussi des anti-présidentiels : certains généraux actifs sont alignés avec les moteurs principaux poussant au changement de régime tandis que d'autres s'opposent à ce mouvement. Ces deux forces en lutte influencent et dictent les politiques militaires impériales.

Les défenseurs les plus visibles et les plus agressifs du changement de régime se trouvent dans l'aile militariste du Parti démocrate. Ils sont intégrés au Congrès et alliés avec des policiers, à l'intérieur et à l'extérieur de Washington.

Au niveau institutionnel, les conspirateurs du coup d'État ont lancé une série d'*« enquêtes »* pour générer une propagande médiatique et préparer l'opinion publique à favoriser, ou au moins à accepter, un *« changement de régime »*extraordinaire.

La coalition formée par la partie démocrate du Congrès et les médias utilise des révélations,

y compris des ragots de peu de valeur pour la sécurité du pays, fuitées par l'agence de sécurité nationale, mais qui s'avèrent très pertinentes pour renverser le régime actuel.

L'autorité impériale présidentielle est divisée en fragments d'influence, répartis entre le législatif, le Pentagone et les organes de sécurité.

Le pouvoir présidentiel dépend du cabinet dans sa lutte implacable pour le pouvoir impérial, polarisant l'ensemble du système politique.

Le président contre-attaque

Le régime Trump a de nombreux ennemis stratégiques et peu de puissants partisans. Ses conseillers sont souvent attaqués : certains ont été évincés, d'autres sont soumis à enquête et font l'objet de convocations pour des auditions hystériques de genre McCarthyiste ; enfin certains peuvent être fidèles mais sont incompétents et dépassés. Ses membres du Cabinet ont tenté de suivre l'ordre du jour indiqué par le Président, dont l'abrogation de la désastreuse *« Affordable Care Act »* (Loi sur les soins abordables) d'Obama et le relâchement des systèmes de réglementation fédéraux, mais avec peu de succès, même si ce programme est pourtant soutenu par les banquiers de Wall Street et *Big Pharma*.

Les prétentions napoléoniennes du président ont été systématiquement minées par un dénigrement acharné des médias et par l'absence d'un soutien populaire marqué, après les élections.

Le président manque d'une base de soutien médiatique et doit recourir à Internet et aux messages personnels pour s'adresser au public, tweets qui sont immédiatement attaqués par les médias.

Les principaux alliés soutenant le Président devraient se trouver parmi le Parti républicain, qui forme la majorité au Congrès et au Sénat. Ces législateurs n'agissent pas comme un bloc uniforme, car des ultra-militaristes se joignent aux démocrates pour chercher à le renverser. D'un point de vue stratégique, tous les signes indiquent l'affaiblissement de l'autorité présidentielle, même si sa ténacité de bulldog lui permet de conserver le contrôle formel de la politique étrangère. Mais ses déclarations de politique étrangère sont filtrées par des médias unanimement hostiles, qui ont réussi à définir les alliés et les adversaires, ainsi que par les échecs de certaines de ses décisions.

L'épreuve de force de septembre

Le sujet du grand test sur qui détient le pouvoir sera l'augmentation du plafond de la dette publique et la continuité du financement de l'ensemble du gouvernement fédéral. Sans accord, il y aura un arrêt massif du fonctionnement gouvernemental – une sorte de *« grève générale »* qui paralysera les principaux programmes nationaux et étrangers – y compris le financement de l'assurance-maladie, le versement des pensions de sécurité sociale et les salaires de millions de fonctionnaires et de militaires.

Les forces pour le changement de régime (les putschistes) ont décidé de faire leur maximum pour assurer la capitulation programmée du régime Trump ou sa destitution.

L'élite présidentielle pourra choisir de statuer par décret – en fonction de la crise économique qui en résultera. Ils peuvent capitaliser sur un effondrement de Wall Street et invoquer une menace imminente à la sécurité nationale sur nos frontières nationales et nos

bases à l'étranger pour déclarer une urgence militaire. Sans soutien des services de renseignement, le succès d'un tel scénario est douteux.

Les deux parties s'accuseront mutuellement de cette situation catastrophique. Les mesures temporaires d'urgence du Trésor ne sauveront pas la situation. Les médias vont entrer dans le mode hystérique, allant de la critique politique jusqu'à demander ouvertement un changement de régime. Le régime présidentiel pourrait prendre de mesures dictatoriales pour *« sauver le pays »*.

Les modérés du Congrès exigeront une solution temporaire : un flux de dépenses fédérales décidées d'une semaine à l'autre.

De toutes façons, les putschistes et les *« bonapartistes »* bloqueront tout *« compromis pourri »*.

L'armée sera mobilisée avec l'ensemble de l'appareil judiciaire et sécuritaire pour tenter de contrôler la situation.

L'organisation de la société civile fera appel aux configurations de pouvoir émergentes pour défendre ses intérêts. Les employés publics et privés iront manifester avec les retraités et les enseignants qui se retrouvent sans financement. Les lobbyistes, ceux des intérêts du pétrole et du gaz, jusqu'aux défenseurs d'Israël, exigeront chacun un traitement prioritaire.

Les centres de pouvoir vont bander leurs muscles, et les organes législatif, judiciaire et exécutif vont trembler sur leurs bases.

Du coté positif, le chaos interne et les divisions institutionnelles soulageront la menace croissante de guerres à l'étranger, pour un moment. Le monde poussera un soupir de soulagement. Pas tellement le monde des marchés boursiers : le dollar et les spéculateurs vont plonger. Le conflit et les indécisions sur qui régit l'empire permettra aux pouvoirs régionaux de poser leurs revendications sur les régions contestées. L'UE, le Japon, l'Arabie saoudite et Israël vont affronter la Russie, l'Iran et la Chine. Personne n'attendra les États-Unis pour décider quel centre de pouvoir va se prononcer.

James Petras

Article original en anglais :



Imperial Power Centers: Divisions, Indecisions and Civil War, publié le 24 juillet 2017

Traduit par Wayan, relu par Catherine pour le Saker Francophone.

Photo de présentation : *One World of Nations*

La source originale de cet article est Le site de James Petras
Copyright © Prof. James Petras, Le site de James Petras, 2017

Articles Par : Prof. James Petras

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca